

Une association tente de dessiner un logement qui réponde aux problématiques de notre temps. Elle inaugure samedi un chantier participatif

Penser l'habitat de demain

TADEUSZ ROTH

Architecture ▶ «L'idée n'est pas de créer un logement extraordinaire, mais plutôt de réinventer un nouvel ordinaire», annonce d'emblée Laura Mechkat, architecte associée et membre de l'association AH4G (Association pour l'habitat 4 générations), qui regroupe des architectes, des ingénieurs, des économistes et des psychologues ainsi que des membres de coopératives d'habitation. En partenariat avec le Forum Grosselin et les autorités fédérales et genevoises, l'équipe tente d'imaginer le prototype d'une maison davantage écologique et mieux adaptée aux défis sociaux actuels. Pour réaliser ce concept de logement durable et transposable, l'association a mis sur pied un chantier participatif de plusieurs mois à Genève qui débute samedi matin à l'usine Parker, à Carouge.

Quatre générations

«Jusqu'ici, la société comprenait trois générations. Au-



«Jusqu'ici, la société comprenait trois générations. Aujourd'hui, elle en comprend quatre, dont deux à la retraite»

Laura Mechkat



L'association AH4G vise une nouvelle norme d'habitat, plus sociale et plus durable. DARIA MECHKAT

jourd'hui, elle en comprend quatre, dont deux à la retraite. Et parmi ces deux générations, une est encore souvent active», observe Laura Mechkat. Pour AH4G, le parc actuel de logements ne répond plus aux défis actuels, propres à une société vieillissante. L'association considère que, fondé sur le

modèle rationaliste du zoning (répartition d'un territoire en zones) des Trente Glorieuses, l'habitat ordinaire existant perdure, et ce malgré le changement démographique, la fin de la croissance économique, la désindustrialisation ou encore la transition climatique. En cause notamment, la répar-

tition rigide des pièces qui restreint les possibilités d'adapter les espaces de vie aux besoins. «A cela est venu s'ajouter la crise sanitaire, qui a montré les limites de nos modes d'habiter», estime l'architecte, faisant notamment références aux difficultés révélées par le télétravail.

Durant quatre mois, plusieurs ateliers ouverts au public, organisés par AH4G et le Forum Grosselin, devront apporter des réponses à ces nouvelles problématiques. Véritable laboratoire d'innovation, le chantier participatif poursuit l'objectif de réaliser un concept immobilier composé d'éléments adaptables pouvant servir de projet modèle. L'association étudie également l'aménagement des espaces communs d'immeubles et ses prolongements urbains.

Le prototype, qui doit convenir à tous les groupes d'âge, sera transposable à divers types de bâtiments. «Ce sera quelque chose de modulable. Un logement qui permettrait par exemple de passer d'une douche à l'italienne à une baignoire», précise Laura Mechkat. Concrètement, ces habitations d'un nouveau genre pourraient être transformées sans modifier les plans de l'appartement et à moindre coût. A l'issue des débats, un rapport sera présenté à l'occasion d'une séance de restitution, prévue pour début 2022.

Lieu d'expérimentation

Pour l'heure, l'association est toujours à la recherche d'un terrain à Genève afin de réaliser durablement son projet. En attendant, elle se réunira à l'usine Parker, à Carouge, afin d'expérimenter les dispositifs de construction avec le grand public. C'est là que se tiendront les quatre ateliers matinaux de cette année prévus par l'association. A terme, une maquette grandeur nature du projet y sera également montrée.

A l'intérieur du chantier, un local commun dédié aux débats et aux expositions doit également être aménagé. Il s'agira d'un lieu d'expérimentation, dans lequel se retrouveront toutes les personnes intéressées et les membres de l'association avec leurs différentes casquettes. «Nous prôtons une vision transdisciplinaire. Les débats et les échanges nous permettent de proposer plus de solutions», conclut Laura Mechkat. 1

Vers moins de pollution lumineuse

Meyrin ▶ La commune de Meyrin veut réduire sa pollution lumineuse. Le Conseil municipal a accepté à l'unanimité une initiative visant à réduire de moitié l'éclairage public, de minuit à 6 heures du matin. Cette proposition des Vert·e·s et des PDC-Vert·libéraux vise à diminuer l'impact écologique de la luminosité urbaine et son influence sur la santé.

La résolution adoptée par la commune propose la création d'un «plan lumière». Selon les secteurs géographiques de la commune, des extinctions totales ou partielles des illuminations seront introduites. Le projet pourra s'étendre aux éclairages extérieurs privés, sans toutefois prévoir un caractère contraignant.

«Cette résolution donne une légitimité supplémentaire à la commune pour réagir aux problèmes de pollution lumineuse. Elle pourra prendre les devants et discuter avec les entreprises pour qu'elles choisissent de s'allier au plan communal», explique le vert Denis Bucher, corédacteur de la résolution. Il tient cependant à rester réaliste: «Meyrin est une ville. Il y a toujours du mouvement la nuit. La priorité reste à la sécurité des habitant·es, notamment sur la route. Il y a peu d'endroits où nous pourrions éteindre totalement l'éclairage.»

LAURA MORALES VEGA

INITIATIVE

LIMITER LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES

Le PLR et le PDC genevois lancent conjointement une initiative populaire afin de limiter la hausse du nombre de fonctionnaires. Intitulé «pour une gestion durable de la fonction publique», le texte veut interdire au Conseil d'Etat d'engager du personnel en cas de budget déficitaire. «Notre initiative aura pour conséquence que l'Etat mettra des forces là où c'est prioritaire», a relevé hier dans *Le Temps* Yvan Zweifel, chef du groupe PLR au Grand Conseil genevois. ATS

La petite enfance fait bloc

Mobilisation ▶ «La couche est pleine», brandit une pancarte où le mot est figuré par un Pampers collé sur le carton. Quelque 400 employées (en majorité) et employés de la petite enfance, sur 2000 en Ville de Genève, ont manifesté hier soir face au Palais Eynard, siège du gouvernement municipal. Elles et ils ont exigé le retrait du projet de gel des mécanismes salariaux en vue du budget 2022 de la commune. Le Conseil administratif entend ainsi économiser 2,1 millions de francs.

Pour ce faire, la Ville a fait avec succès pression sur la Fédération genevoise des institutions de la petite enfance pour qu'elle dénonce la convention

collective de travail (CCT). Le Conseil administratif fait preuve d'un «mépris complet du partenariat social», s'indigne, au micro, Valérie Buchs, du SIT.

La syndicaliste rappelle le projet de créer, entre 2023 et 2028, 670 places de crèche, en les plaçant sous le giron direct de la Ville, ce qui coûterait 23 millions de francs. De quoi améliorer le traitement du personnel. Dès lors, la municipalisation est «paradoxe alors qu'on veut économiser sur le dos du personnel sous CCT», dénonce Valérie Buchs. Elle réclame «le respect des mécanismes salariaux tant que la municipalisation ne sera pas

une réalité». Tonnerre d'applaudissements. Sifflets. Tambours.

Mais avec cette municipalisation partielle, seul le personnel des nouvelles crèches serait mieux loti.

Dans la foule, Bénédicte Hämmerli Esteves, éducatrice depuis douze ans à la crèche des Sources, est déçue et fâchée à la perspective d'un «traitement à deux vitesses» qui s'ajouterait au gel de son salaire l'an prochain. «On nous demande un investissement énorme, mais sans reconnaissance, qu'elle soit salariale ou parce que les gens continuent d'imaginer que pour 'torcher des gamins', il n'y a pas besoin de diplômes!»

RACHAD ARMANIOS

PUBLICITÉ

Genève Ville du Goût 2021

Le Mois du Goût Genève

16 sept — 16 oct 2021

Du champ à l'assiette, une alimentation locale et durable

moisdugout-ge.ch

Société des Océanographes, Restaurateurs, Hôtelliers de Genève | GPRH | HotellerieSuisse Genève | SEMAINE DE GOÛT GENÈVE (16-22 SEPTEMBRE) | GENÈVE Terroir | REPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE